

Estonie

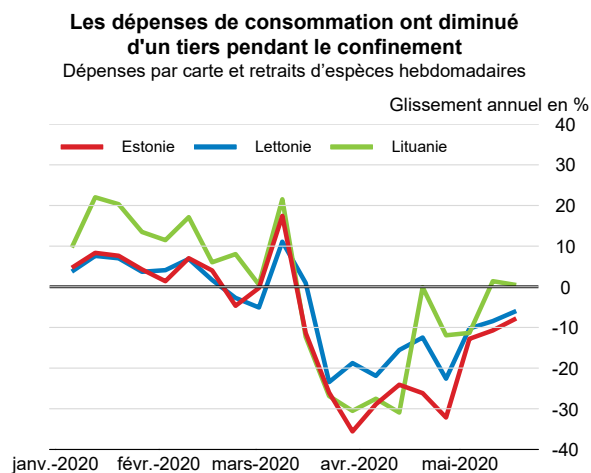
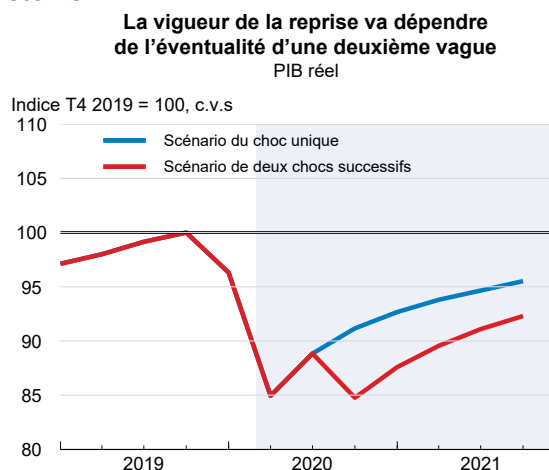
L'épidémie de COVID-19 frappe l'économie de plein fouet. Une deuxième vague de contamination retarderait la reprise de la consommation et de l'investissement qui, associée à l'impact des mesures visant à circonscrire la propagation du virus, pourrait entamer le PIB réel de 10 % en 2020. Si l'épidémie reflue d'ici l'été, la confiance des consommateurs et des entreprises se raffermirait plus vite et le recul de la production serait plus modéré, atteignant 8.4 % en 2020. Les mesures d'endiguement de l'épidémie ont porté leurs fruits et un dépistage à grande échelle prépare la réouverture de l'économie. La forte progression du chômage est préoccupante, car elle pourrait saper l'activation substantielle des travailleurs désavantagés qui était à l'œuvre ses dernières années.

La réponse budgétaire à la crise a été vigoureuse. La priorité consiste à faire en sorte que les ressources sanitaires soient appropriées à une deuxième vague éventuelle. De nouvelles aides en faveur des entreprises pourraient être nécessaires si la crise se poursuit. Il faudra probablement intervenir pour soutenir les nouveaux chômeurs sans couverture et ceux qui n'ont plus accès aux programmes d'urgence, le cas échéant en assouplissant les conditions d'admission au bénéfice des allocations de chômage, en élargissant l'accès aux allocations de subsistance et en renforçant la formation et les politiques actives du marché du travail.

L'épidémie de COVID-19 a été endiguée avec succès

La lutte contre la pandémie a permis à ce jour de faire reculer le nombre de décès et la transmission. Le premier cas de COVID-19 a été signalé le 27 février et le 12 mars, c'est-à-dire le jour même où la transmission locale a été confirmée, le gouvernement a annoncé l'instauration d'un état d'urgence prévoyant des mesures de confinement. Le pays est bien préparé à l'assouplissement du confinement, le système de dépistage mis en place présentant l'un des taux de couverture de la population le plus élevé dans la zone OCDE.

Estonie



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et Swedbank.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139271>

Estonie : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Estonie: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	21.7	5.6	4.7	4.4	-10.0	1.6
Consommation privée	11.2	2.8	4.3	3.3	-9.9	1.1
Consommation publique	4.4	1.0	0.8	3.0	2.2	3.0
Formation brute de capital fixe	5.1	12.8	0.9	13.8	-13.6	1.3
Demande intérieure finale	20.8	5.0	2.8	5.9	-8.3	1.6
Variation des stocks ¹	0.1	-0.5	1.0	-0.2	-0.7	0.0
Demande intérieure totale	20.8	4.3	3.8	5.5	-9.1	1.6
Exportations de biens et services	16.8	3.8	4.3	5.2	-13.4	1.5
Importations de biens et services	16.0	4.2	5.7	3.9	-12.2	1.6
Exportations nettes ¹	0.9	-0.1	-0.8	1.1	-1.4	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.8	4.5	3.2	0.5	1.7
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	3.7	3.4	2.3	0.0	0.7
IPCH sous-jacent ²	—	2.0	1.7	2.4	1.2	0.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.8	5.4	4.4	10.1	11.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.8	-0.6	-0.3	-9.3	-7.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	13.0	12.7	13.1	24.8	32.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	9.3	8.4	8.4	20.1	27.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.7	2.0	2.2	-1.2	-1.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137675>

Les mesures de confinement ont été moins strictes que partout ailleurs et assouplies au fil du temps. La plupart des magasins, à l'exception des centres commerciaux, ont pu rester ouverts pendant l'état d'urgence à condition que la distanciation sociale soit suffisante. Les restaurants, bars, établissements de loisirs/divertissement et autres salles de spectacles ont dû fermer leurs portes de bonne heure, sauf pour les ventes à emporter et les livraisons. Les établissements d'enseignement, à l'exclusion des jardins d'enfants, ont été fermés et remplacés par des solutions d'apprentissage numériques. Les frontières ont été fermées. Les restrictions ont été assouplies et la situation d'urgence levée le 17 mai.

La chute initiale de l'activité économique a été sensible

Les restrictions de l'activité économique et le changement des comportements ont eu de profondes répercussions sur la consommation et sur l'emploi. L'économie est composée pour un tiers des secteurs les plus exposés, dont la construction, le commerce de gros et de détail, le transport aérien, l'hébergement et la restauration, l'immobilier, les activités professionnelles, et les arts, spectacles et loisirs. Le taux de chômage a progressé de 0.6 point de pourcentage entre mi- et fin mars. Il semblerait que les dépenses de consommation, basées sur les opérations par carte et en espèces, aient reculé d'un tiers pendant le confinement. La confiance des entreprises s'est fortement détériorée en avril, mais est restée inchangée en mai. Les données sur les déplacements montrent que les habitants sont essentiellement restés dans leur lieu de résidence principal pendant le confinement, réduisant leurs déplacements et les distances parcourues.

Estonie : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Estonie: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	21.7	5.6	4.7	4.4	-8.4	4.3
Consommation privée	11.2	2.8	4.3	3.3	-8.2	3.9
Consommation publique	4.4	1.0	0.8	3.0	2.1	2.0
Formation brute de capital fixe	5.1	12.8	0.9	13.8	-11.7	5.9
Demande intérieure finale	20.8	5.0	2.8	5.9	-7.0	4.0
Variation des stocks ¹	0.1	-0.5	1.0	-0.2	-0.7	0.0
Demande intérieure totale	20.8	4.3	3.8	5.5	-7.8	3.9
Exportations de biens et services	16.8	3.8	4.3	5.2	-11.2	5.3
Importations de biens et services	16.0	4.2	5.7	3.9	-10.4	5.0
Exportations nettes ¹	0.9	-0.1	-0.8	1.1	-1.0	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.8	4.5	3.2	0.6	2.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	3.7	3.4	2.3	0.1	1.3
IPCH sous-jacent ²	—	2.0	1.7	2.4	1.2	1.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.8	5.4	4.4	9.2	8.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.8	-0.6	-0.3	-7.9	-4.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	13.0	12.7	13.1	23.4	27.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	9.3	8.4	8.4	18.7	22.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.7	2.0	2.2	-0.7	0.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934137694>

La réponse de la politique budgétaire a été substantielle

Grâce à une large marge de manœuvre budgétaire, la relance budgétaire liée à la pandémie a été conséquente, représentant environ 4.1 % du PIB de 2019 et contribuant en 2020 à un déficit de 9.3 % du PIB dans le scénario de deux chocs successifs et de 7.9 % du PIB dans celui du choc unique. Le plan de relance prévoit des ressources pour la réponse sanitaire, un dispositif temporaire de subventions salariales, la prise en charge des cotisations sociales, des transferts vers les autorités locales, une réduction temporaire des accises sur le carburant, et un apport de liquidités aux entreprises par l'intermédiaire de KredEx, l'institution de financement public des entreprises. L'État étant peu endetté, il dispose encore d'une marge de manœuvre budgétaire pour apporter une nouvelle réponse substantielle à la pandémie. Pour ce qui est de la zone euro, la BCE s'est engagée à « faire tout ce qui est nécessaire dans le cadre de son mandat » pour soutenir l'économie à travers ce choc. La banque centrale estonienne (Eesti Pank) a ramené le volant de fonds propres applicable au risque systémique des banques commerciales de 1 % à 0 %, afin de mettre 110 millions EUR à la disposition des banques pour qu'elles puissent couvrir les pertes sur prêts potentielles ou accorder de nouveaux prêts.

Une forte contraction est attendue, mais l'économie est bien placée pour rebondir

Une deuxième vague épidémique entraînerait une chute de la production de 10 % en 2020 et un lent redémarrage de la croissance. En cas de vague unique, la contraction de la production serait plus modérée, atteignant 8.4 % en 2020, et la reprise plus rapide en 2021. L'Estonie est une économie très ouverte qui est sensible au fléchissement de la demande sur ses principaux marchés d'exportation. L'érosion de la confiance des consommateurs et des entreprises freinera la consommation et l'investissement même pendant l'assouplissement du confinement. Le rebond de la croissance en 2021 dépend davantage d'une reprise de la consommation et de l'investissement que d'une importante contribution des exportations nettes. Après des années de forte croissance des salaires, un net recul des rémunérations est attendu. Le taux de chômage devrait atteindre deux chiffres en 2020 dans le scénario de deux chocs successifs. Le marché du travail ayant absorbé de nombreux travailleurs désavantagés ces dernières années, on risque d'assister à de nombreux licenciements et à un phénomène d'hystérésis. Les risques économiques sont réduits, la dette publique étant la plus basse dans la zone OCDE. La spécialisation dans les biens numériques pourrait accélérer la hausse des exportations et de la productivité.

Les mesures à venir devraient s'appuyer sur la forte réponse initiale

Par son ampleur, la réponse budgétaire à la crise a permis d'en atténuer les conséquences pour les salariés et les entreprises. À l'avenir, la priorité ira à un gonflement des ressources sanitaires pour lutter contre une deuxième vague éventuelle, y compris en mobilisant des ressources pour accroître le ratio infirmiers/médecins dans les hôpitaux de soins aigus, et en faisant en sorte que les personnes sans couverture continuent de bénéficier du Fonds d'assurance santé estonien. Un soutien supplémentaire devra peut-être être octroyé aux entreprises si la reprise tarde à se concrétiser. Il faudra procéder à une évaluation rapide pour identifier les nouveaux chômeurs qui risquent de ne plus avoir accès à des programmes temporaires et/ou qui ne sont pas couverts par les dispositifs publics existants. Des mesures devront alors être prises pour soutenir les nouveaux chômeurs sans couverture, le cas échéant en assouplissant les conditions d'admission au bénéfice des allocations de chômage, en élargissant l'accès aux allocations de subsistance et en les revalorisant, et en renforçant la formation et les politiques actives du marché du travail. L'Estonie a la possibilité d'utiliser son riche environnement de données numériques pour suivre les répercussions économiques et sociales, recueillir des éléments sur les résultats des programmes publics et veiller à un ciblage approprié des mesures sur les ménages et les entreprises. Enfin, la crise a mis en évidence l'importance de la connectivité numérique pour les entreprises. L'investissement public devrait favoriser l'amélioration de la couverture du réseau à très haut débit ou de toute autre technologie appropriée pour un coût abordable, y compris en subventionnant le dernier kilomètre pour les entreprises de taille plus restreinte.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Estonie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/1ad304f3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.